

# LES « REALISTES » CONTRE LES INTERVENTIONS : ARGUMENTS, DELIBERATIONS ET POLITIQUE ETRANGERE

PAR

PASCAL VENNESSON (\*)

## INTRODUCTION : APPROCHES COGNITIVES DES POLITIQUES PUBLIQUES ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Depuis la fin de la guerre froide, le problème des interventions militaires extérieures a été, dans la plupart des pays occidentaux, au cœur de débats majeurs et de décisions (et de non-décisions) difficiles, à propos de la Somalie, de l'ex-Yougoslavie, du Rwanda, du Zaïre, du Kosovo ou encore de la Sierra Leone (1). Les interventions ont été présentées comme un progrès dans l'évolution des relations internationales, voire pour leurs partisans les plus énergiques une transformation de leur nature. Elles ont été aussi décrites comme des actions dont l'urgence et le caractère temporaire condamnaient à la superficialité. Elles seraient immédiatement prises dans les jeux de pouvoirs internes (chez les intervenants, comme chez ceux où l'on intervient) et internationaux, au sein des organisations internationales et non gouvernementales. Les débats se sont multipliés sur ce que les citoyens et les dirigeants politiques et militaires sont en droit d'attendre des interventions, sur leur opportunité, sur les rapports entre les coûts, en hommes et en richesses, qu'elles imposent et les hypothétiques bénéfiques qu'elles sont censées apporter, sur l'identité même des bénéficiaires supposés. Les interventions sont-elles effectives ou illusoire? Que signifie « effective » et « illusoire » et, naturellement, qui en décide?

Plusieurs recherches menées dans l'étude des politiques publiques ont montré que les systèmes de croyance et les délibérations jouaient un rôle éminent dans la formation des préférences, la prise de décision et la mise en œuvre de l'action publique. A travers la délibération, le public, les commen-

(\*) Professeur à l'Université François Rabelais de Tours. Directeur du Centre d'études en sciences sociales de la Défense (C2SD).

(1) Pierre HASSNER, « Plaidoyer pour les interventions ambiguës », *Commentaire*, 61, printemps 1993, pp. 7-9; Pierre HASSNER, « Ex-Yougoslavie : le 'maintien de la paix' sans paix », pp. 119-122, in Marie-Claude SMOUTS, dir., *L'ONU et la guerre. La diplomatie en kaki*, Bruxelles, Editions Complexe, 1994; Richard N. HAASS, *Intervention. The Use of American Military Force in the Post-Cold War World*, Washington DC, A Carnegie Endowment Book, 1994, pp. 1-18; A Report by The Aspen Strategy Group, *The United States and the Use of Force in the Post-Cold War Era*, Queenstown, Maryland, The Aspen Institute, 1995; Lawrence FREDMAN (dir.), *Military Intervention in European Conflicts*, Londres, Blackwell, 1994.

tateurs et décideurs spécifient la situation et lui attribuent un cadre de référence (2). Le problème et ses causes sont identifiés, les préférences et intérêts des acteurs sont définis, différentes solutions sont évaluées et les coalitions qui permettent de les rendre effectives sont constituées (3). Dans l'intervalle, les acteurs accroissent leurs informations, découvrent certaines de leurs préférences et s'interrogent sur leur cohérence. Les arguments échangés au cours de ces délibérations jouent un rôle important dans les résultats. Pour qu'une action publique devienne concevable, il faut que certaines situations soient perçues comme le résultat d'actions humaines et que l'on croit possible de changer ces situations par une intervention humaine. Au cours de ce processus, les acteurs ont recours à des récits de causalité, des arguments qui décrivent la situation, lient cette situation à des causes et proposent des mesures pour résoudre le problème. Ces récits de causalité permettent aux acteurs d'analyser et d'évaluer un large éventail de données avant de sélectionner un comportement. Suivant le type de rhétoriques qui devient prééminent au cours de la délibération politique, différentes analogies historiques sont mobilisées et affectent les politiques finalement suivies. Le processus de décision est guidé par les efforts déployés pour comprendre le sens des événements en les interprétant et en les expliquant.

L'objectif du présent article est d'identifier l'un des cadres d'interprétation classique et fréquemment utilisé dans les affrontements sur les interventions et les non-interventions, celui du paradigme réaliste, un programme de recherche central dans l'étude des relations internationales. La compétition pour la définition de la réalité est vive quand l'intervention est associée à une crise soudaine et semble requérir une action urgente. Mais l'impact des rhétoriques n'est pas moindre lorsque les décisions d'intervenir prennent plusieurs mois, voire plusieurs années. De plus, les débats sur le type d'intervention mis en œuvre et la nécessité de passer d'un mode d'action à un autre (par exemple de bouclier du désert à tempête du désert ou du maintien de la paix en ex-Yougoslavie à la punition des agresseurs), tout comme l'évaluation de l'intervention peuvent durer et susciter de longs débats et négociations. Les interventions sont affectées par ces délibérations

(2) Bruno JOBERT et Pierre MULLER, *L'Etat en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, Presses Universitaires de France – Recherches politiques, 1987, pp. 63-71. Voir également, Donald A. SCHÖN et Martin REIN, *Frame Reflection. Toward the Resolution of Intractable Policy Controversies*, New York, Basic Books, 1994, pp. 3-22; « Les approches cognitives des politiques publiques », *Revue française de science politique*, 50 (2), avril 2000.

(3) Giandomenico MAJONE, *Evidence, Argument and Persuasion in the Policy Process*, New Haven, Yale University Press, 1989, pp. 1-20; Giandomenico MAJONE, « Décisions publiques et délibérations », *Revue française de science politique*, 44 (4), 1994, pp. 579-597; Deborah A. STONE, *Policy Paradox and Political Reason*, Glenview, Scott, Foresman and Company, 1988, pp. 147-165; David A. ROCHEFORT et Roger W. COBB (dir.), *The Politics of Problem Definition. Shaping the Policy Agenda*, Lawrence, University Press of Kansas, 1994, pp. 1-31; Bernard MANIN, « Volonté générale ou délibération? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, 33, janvier 1985, pp. 81-83.

politiques (4). Au cours des débats contradictoires, les croyances et conceptions qui sous-tendent les politiques extérieures sont clarifiées, affûtées et testées. Par exemple, ces dernières années, certains observateurs ont critiqué le recours à la diplomatie préventive et aux interventions, tandis que d'autres ont insisté sur leur efficacité (5). Au moment des débats sur l'opportunité d'une intervention humanitaire au Zaïre en novembre 1996, certains observateurs ont évoqué les effets pervers potentiels des interventions humanitaires dans les conflits ethniques (6).

En première analyse, la représentation réaliste des interventions semble paradoxale. D'un côté, la guerre et la menace de guerre dominent la vision réaliste des relations internationales. Edward H. Carr remarque sa menaçante lueur à l'arrière-plan des tractations diplomatiques et dans la jungle internationale décrite par Nicholas Spykman, la politique est toujours conduite au son du canon. « *Toute l'histoire*, écrit Hans Morgenthau, *montre que les nations actives dans la politique internationale sont continuellement en train de se préparer à, de s'engager activement dans, ou de se remettre de, la violence organisée sous la forme de la guerre.* » Partout, « *l'ombre de la guerre plane sur les décisions des gouvernants* » (7). Mais les réalistes sont également ceux qui, depuis les années trente, paraissent résister le plus opiniâtrement à l'idée d'intervention, ceux qui développent les arguments les plus vigoureux pour en montrer l'inefficacité et qui conseillent généralement aux décideurs de s'abstenir. Les réalistes sont-ils vraiment opposés aux interventions, avec quels arguments et pourquoi ?

Après avoir défini la notion d'intervention, on rappelle les principaux arguments développés par Albert Hirschman dans *Deux siècles de rhétorique réactionnaire* pour identifier un cadre interprétatif à différents types d'actions publiques. Il convient de montrer ensuite comment les réalistes ont utilisé les arguments de la « perversité », de « l'inanité » et de la « mise en péril » à propos des interventions des années trente aux années quatre-vingt-dix.

(4) Alexander L. GEORGE, « Domestic Constraints on Regime Change in US Foreign Policy : The Need for Policy Legitimacy », pp. 233-264, in Ole R. HOLSTI, Randolph M. SIVERTON et Alexander L. GEORGE (dir.), *Change in the International System*, Boulder, Westview Press, 1950; Theodore J. LOWI, *La Deuxième République des Etats-Unis. La fin du libéralisme* (1<sup>re</sup> éd. 1969), Paris, Presses universitaires de France - Recherches politiques, 1987, pp. 191-241.

(5) Stephen John STEDMAN, « Alchemy for a New World Order. Overselling 'Preventive Diplomacy' », *Foreign Affairs*, 74 (3), mai-juin 1995, pp. 14-20; Michael S. LUND, « Underrating Preventive Diplomacy », *Foreign Affairs*, 74 (4), juillet-août 1995, pp. 160-163.

(6) William PFAFF, « Humanitarian Intervention vs. Political Reality », *International Herald Tribune*, 18 novembre 1996, p. 8. Je remercie Jean-Yves Haine qui a attiré mon attention sur cet article. Voir également, David RIEFF, « Military Intervention in Central Africa : Humane or Foolish ? », *International Herald Tribune*, 15 novembre 1996, p. 8.

(7) Edward H. CARR, *The Twenty Years' Crisis, 1919-1939. An Introduction to the Study of International Relations*, (1<sup>re</sup> éd. 1939), New York, Harper Torchbook, 1964, p. 109; Nicholas John SPYKMAN, *America's Strategy in World Politics. The United States and the Balance of Power*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1942, p. 25; Hans J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace* (1<sup>re</sup> éd. 1948), New York, McGraw-Hill, 1993, p. 50; Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations* (1<sup>re</sup> éd. 1962), Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 567.

INTERVENTIONS ET RÉALISME :  
DÉFINITIONS ET CORPUS

*Qu'est-ce qu'une intervention ?*

Contrairement à ce que la fréquence et la diversité des usages pourraient laisser croire, la notion « d'intervention » n'est en rien évidente, et les qualificatifs qui l'accompagnent parfois (comme « humanitaire »), ont encore accru la confusion. Les efforts de définition buttent sur plusieurs difficultés (8). James Rosenau a proposé plusieurs distinctions utiles et dégagé une définition opérationnelle de la notion. Une intervention, explique-t-il, comporte deux caractéristiques : elle interrompt brutalement le cours des relations établies entre unités politiques et elle vise à changer ou à préserver la structure de l'autorité politique dans la société visée (9). L'action d'un acteur international est considérée comme une intervention lorsque la forme de son action altère significativement les formes de relations préexistantes. Cette brutale interruption met en relief le caractère transitoire des interventions. Elles ont un début, les modes de conduite habituels sont abandonnés, et une fin, ces modes de conduite sont restaurés ou, parce qu'ils persistent, deviennent à leur tour conventionnels. Les interventions constituent donc un phénomène non conventionnel, fini et temporaire. Mais toutes les ruptures du cours normal des relations internationales ne sont pas des interventions. Pour Rosenau – c'est la deuxième caractéristique –, seules les actions dont le but est politique comptent. La rupture de la convention doit être dirigée contre la structure qui détient l'autorité politique dans la société visée, ou les processus par lesquels cette autorité est exercée.

*Arguments, rhétoriques et délibérations :  
l'apport d'Albert Hirschman*

Dans son ouvrage *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Albert Hirschman a développé une stimulante analyse des discours avancés depuis la Révolution française pour combattre les réformes politiques et sociales (10). Il a repéré et analysé les principaux arguments avancés par les penseurs et les hommes politiques qui ont critiqué les idées de la Révolution française

(8) Hedley BULL, « Introduction » et « Conclusion », pp. 1-6 et 181-195, in Hedley BULL (dir.), *Intervention in World Politics*, Oxford, Clarendon Press, 1984; Stanley HOFFMANN, « The Problem of Intervention » (1<sup>re</sup> éd. 1984), pp. 178-193, in Stanley HOFFMANN, *Janus and Minerva. Essays in the Theory and Practice of International Politics*, Boulder, Westview Press, 1987; Ariel E. LEVITE, Bruce W. JENTLESON et Larry BERMAN (dir.), *Foreign Military Intervention. The Dynamics of Protracted Conflict*, New York, Columbia University Press, 1992, pp. 3-22; Marc TRACHTENBERG, « Intervention in Historical Perspective », pp. 15-36, in Laura W. REED et Carl KAYSAN (dir.), *Emerging Norms of Justified Intervention*, Cambridge, American Academy of Arts and Science, 1993.

(9) James N. ROSENAU, « Intervention as a Scientific Concept », *The Journal of Conflict Resolution*, 13 (2), juin 1969, pp. 161-165.

(10) Albert O. HIRSCHMAN, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991, 294 p.

et celles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, puis la démocratisation et le suffrage universel, et enfin, au XX<sup>e</sup> siècle, la création de l'Etat-providence. Alors que sur une période aussi longue, à propos d'enjeux et d'auteurs aussi divers, on pouvait s'attendre à une forte hétérogénéité des arguments, Hirschman repère de singulières constances. Il montre en particulier que trois thèses reviennent avec une belle régularité. Celle de l'effet pervers (*perversity*) d'abord : toute tentative pour modifier l'ordre existant entraîne des conséquences strictement inverses au but recherché. La thèse de l'inanité ensuite (*futility*) : les programmes de changement politique et social sont incapables de modifier le statu quo. La thèse de mise en péril (*jeopardy*) enfin : les réformes compromettent des acquis précieux et obtenus à grand-peine. La rhétorique réactionnaire identifiée par Hirschman empêche l'émergence d'une relation entre une situation et des actions humaines et implique qu'il est impossible de transformer cette situation par une intervention humaine. Les trois thèses de la rhétorique réactionnaire apportent une réponse de non-exécution à l'action publique. Dans l'ensemble, Albert Hirschman concentre son analyse sur l'action publique à l'intérieur des frontières. On propose ici de prolonger son étude en examinant un aspect de la politique dans les relations internationales.

Appliquées aux interventions, les trois thèses de la rhétorique réactionnaire pourraient donner les arguments suivants :

1. La thèse de l'effet pervers : l'action envisagée va produire le contraire de l'effet recherché. Par exemple, les pays occidentaux veulent intervenir en Somalie pour mettre fin à la famine; du fait de leur intervention, la famine va s'aggraver.
2. La thèse de l'inanité : quoi qu'on entreprenne, ça ne changera rien. Par exemple, les Etats-Unis veulent intervenir en Haïti pour établir la démocratie; leur action n'aura aucun effet réel sur le régime politique haïtien.
3. La thèse de la mise en péril : l'action envisagée va occasionner des coûts inacceptables et mettre en péril des avantages précédemment acquis. Par exemple, la France veut intervenir en Bosnie; elle va affaiblir son économie.

Les arguments de la perversité, de l'inanité et de la mise en péril ne sont naturellement pas la propriété exclusive des réalistes, mais ils reviennent plus souvent chez eux que chez d'autres. Par exemple, quand ils critiquent les interventions et la politique extérieure américaine, les auteurs d'inspiration marxiste, comme Gabriel Kolko et Noam Chomsky, utilisent des arguments différents (11). Les interventions ne leur paraissent ni perverses, ni vaines, ni sources de périls. Elles constituent au contraire des efforts cohérents, consistants, et au bout du compte efficaces qui permettent aux Etats-

(11) Robert W. TUCKER, *The Radical Left and American Foreign Policy*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1971, pp. 21-54.

Unis, et au monde occidental, d'établir et de préserver leur domination sur la planète. C'est pour cette raison qu'ils les jugent condamnables.

*Deux siècles de rhétorique réactionnaire* est un ouvrage stimulant et son auteur a forgé un instrument heuristique pour éclairer certains phénomènes politiques et sociaux. Albert Hirschman est aussi cursif, peu systématique, et son propos oscille entre l'analyse et la polémique. L'utilisation de ses analyses ne peut donc éviter tout à fait les effets incontrôlés d'un livre volontairement situé entre l'histoire des idées, la critique idéologique et l'étude des politiques publiques.

Deux précautions rappelées par l'auteur méritent d'être répétées ici.

A aucun moment, Hirschman ne nie la réalité des effets pervers (pour ne prendre que cet exemple) (12). Ce qu'il souligne, c'est que l'argument revient plus fréquemment que la probabilité qu'un effet pervers ne se produise. L'objet de son analyse, et de sa critique, est le recours excessif, redondant, à certaines thèses. De même, pour conserver le même exemple, des effets pervers se produisent à l'évidence dans la politique internationale – et il serait d'ailleurs fructueux de les explorer en détail et de les comparer à ceux que produisent les politiques dans l'interne –, mais le recours à la thèse de l'effet pervers revient, lui, avec une fréquence telle qu'il est légitime d'interroger sa pertinence.

D'autre part, Albert Hirschman rappelle que les réactionnaires n'ont pas le monopole de la rhétorique. Il consacre même tout un chapitre à ce qu'il appelle la rhétorique progressiste. De la même manière, les réalistes ne sont évidemment pas les seuls à mettre en œuvre un ensemble stable d'arguments à propos de certains enjeux des relations internationales. Régis Debray a dégagé, par exemple, les principaux aspects de la représentation socialiste des relations internationales en France – le fédéralisme, le juridisme, le pacifisme – et identifié les moyens d'action les plus fréquemment invoqués par les socialistes : la paix, l'arbitrage, le désarmement et la sécurité collective (13). Ces principes, relativement constants, sont à la source de la plupart des arguments avancés par les socialistes dans les débats et délibérations de politique extérieure et forment le cœur de leur rhétorique. Louis Hartz a évoqué l'impact de la pensée libérale sur la politique extérieure des Etats-Unis (14). Il a montré combien l'idéologie libérale avait facilité la démonisation et l'incompréhension de l'adversaire. En s'inspirant de Hartz, Robert Packenham a spécifié les arguments dérivés du libéralisme

(12) Raymond BOUDON, « La rhétorique est-elle réactionnaire ? » ; Albert O. HIRSCHMAN, « L'argument intransigeant comme idée reçue. En guise de réponse à Raymond Boudon », *Le Débat*, 69, mars-avril 1992, pp. 92-101 et 102-108 ; François BOURRICAUD, « La rhétorique réactionnaire selon Hirschman », *Commentaire*, 14 (55), Automne 1991, pp. 589-591.

(13) Régis DEBRAY, *La Puissance et les rêves*, Paris, Gallimard, 1984, pp. 13-29, 53-92.

(14) Louis HARTZ, *Histoire de la pensée libérale aux Etats-Unis* (1<sup>re</sup> éd. 1955), Paris, Economica, 1990, pp. 239-258.

copieusement utilisée par les analystes, les universitaires et les décideurs américains à propos des pays du Tiers Monde, notamment « le changement et le développement sont aisés », « les évolutions bénéfiques se renforcent mutuellement » (« *all good things go together* »), « le radicalisme et la révolution sont mauvais » et « la distribution du pouvoir est préférable à l'accumulation de pouvoir » (15). La représentation libérale de la politique mondiale est même spécifiquement confrontée à plusieurs difficultés importantes lorsqu'elle aborde le problème des interventions (16). Enfin, l'expression « rhétorique réactionnaire » a l'inconvénient d'être saturée de sens et de prendre involontairement une tonalité polémique. Le mot « rhétorique » doit être entendu ici au sens d'argument et les deux termes seront considérés comme des synonymes. Sur le terme réactionnaire, dont Hirschman esquisse l'histoire dans son ouvrage (pp. 23-26), je fais mienne sa mise en garde : « *Pour le travail que j'entreprends ici, la connotation dépréciative qui s'attache aux mots 'réaction' et 'réactionnaire' est regrettable car j'eusse aimer pouvoir les employer sans risque d'introduire à tout moment un jugement de valeur. J'aurai donc parfois recours à des termes plus neutres, tels que 'contre-offensive', 'réactionnel', etc. Mais en règle générale, je m'en tiendrai aux termes consacrés, assortis le cas échéant de guillemets pour bien marquer que je n'entends pas donner à ce texte le ton de la vitupération* » (p. 26).

### *Le paradigme réaliste et le corpus sélectionné*

Le réalisme est analysé ici comme un paradigme, ou un programme de recherche dans l'étude des relations internationales, à partir duquel des théories peuvent être dérivées. Même si certains réalistes se réclament d'une tradition intellectuelle qui remonte à Thucydide, Machiavel et Hobbes, et incorpore volontiers Richelieu, Frédéric le Grand, Metternich, Castlereagh, Bismarck, et l'historien allemand Friedrich Meinecke (17), on veut insister ici sur la rupture constituée par l'émergence au XX<sup>e</sup> siècle, puis l'autonomie institutionnelle d'une profession singulière spécialisée dans l'analyse de la politique internationale. Le point de départ chronologique de la présente analyse est donc fixé dans les années trente, lorsque l'étude des relations internationales devient une discipline relativement autonome enseignée au sein des départements de science politique des universités en Grande-Bre-

(15) Robert A. PACKENHAM, *Liberal America and the Third World. Political Development Ideas in Foreign Aid and Social Science*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1973, pp. 111-160.

(16) Stanley HOFFMANN, « The Crisis of Liberal Internationalism », *Foreign Policy*, 98, printemps 1995, pp. 159-177; Michael MANDELBAUM, « Foreign Policy as Social Work », *Foreign Affairs*, 75 (1), janvier-février 1996, pp. 16-32; Stanley HOFFMANN, « In Defense of Mother Teresa. Morality in Foreign Affairs », *Foreign Affairs*, 75 (2), mars-avril 1996, pp. 172-175; Tony SMITH, « In Defense of Intervention », *Foreign Affairs*, 73 (6), novembre-décembre 1994, pp. 34-46.

(17) Greg RUSSELL, *Hans J. Morgenthau and the Ethics of American Statecraft*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1990, pp. 9-55.

tagne, puis aux États-Unis (18). Le corpus est composé de spécialistes des relations internationales qui se qualifient de réalistes, des théories qu'ils développent et des recommandations politiques qu'ils en déduisent. Les diplomates qualifiés de réalistes, comme George Kennan et Henry Kissinger, sont évoqués en conclusion, mais pas directement la pensée de penseurs religieux comme Reinhold Niebuhr ou de journalistes comme Walter Lippman. Le regroupement de penseurs dits réalistes agissant dans divers champs sociaux et professionnels a été accepté de manière insuffisamment critique. Les rôles professionnels de ces acteurs exercent en réalité des contraintes spécifiques sur les idées qu'ils développent sur la politique internationale, et les placer sans examen préalable dans la même catégorie n'est pas toujours fructueux.

En théorie des relations internationales, les analystes qui se qualifient de réalistes partagent en général quatre postulats (19) : 1. Les États sont les acteurs dominants de la politique internationale. 2. Ils sont essentiellement motivés par la quête de la puissance ou de la sécurité : comme ils coexistent dans un environnement anarchique, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour assurer leur survie. 3. C'est le système international, plus que les caractéristiques internes des États, qui influence leur comportement (il existe sur ce point des nuances entre les réalistes classiques, comme Carr, Morgenthau ou Aron, et d'autres formes de réalisme). 4. La force, enfin, est un instrument politique commode et effectif. J'illustre le recours des réalistes aux trois arguments de la rhétorique réactionnaire, perversité, futilité et mise en péril, dans les cas suivants : E.H. Carr et l'entre-deux-guerres, Raymond Aron et l'Indochine et l'Algérie, Hans Morgenthau, George Kennan et la guerre du Viêt-Nam, Kenneth Waltz, Barry Posen, Steven Van Evera et les interventions dans la politique extérieure de Ronald Reagan, Kenneth Waltz, Steven Van Evera, Robert Tucker, Christopher Layne et la guerre du Golfe, Steven Van Evera, Barry Posen, George Kennan sur l'ex-Yougoslavie et Stephen Krasner sur les interventions en général.

(18) Pascal VENNESSON, « Les relations internationales dans la science politique aux États-Unis », *Politix*, xxx.

(19) Hans J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace* (1<sup>re</sup> éd. 1948), New York, McGraw Hill, 1993, pp. 4-16; Robert O. KEOHANE, Joseph S. NYE, *Power and Interdependence. World Politics in Transition*, Boston, Little Brown, 1977, pp. 23-24; Joseph M. GRIECO, *Cooperation Among Nations. Europe, America, and Non-Tariff Barriers to Trade*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, pp. 3-4; Stephen D. KRASNER, « Realism, Imperialism, and Democracy », *Political Theory*, 20 (1), février 1992, p. 39; Robert O. KEOHANE, « Theory of World Politics : Structural Realism and Beyond », in Robert O. KEOHANE (dir.), *Neorealism and Its Critics*, New York, Columbia University Press, 1986; Joseph S. NYE, « Neorealism and Neoliberalism », *World Politics*, XL (2), janvier 1988, pp. 235-251; Kjell GOLDMANN, « The Concept of 'Realism' as a Source of Confusion », *Cooperation and Conflict*, 23, 1988, pp. 1-14.



PERVERSITÉ, INANITÉ, MISE EN PÉRIL :  
LES INTERVENTIONS DANS LE PARADIGME RÉALISTE

*Perversité : l'effet en retour des interventions*

La thèse de l'effet pervers revient fréquemment sous la plume des réalistes. Quand ils interviennent, les États poursuivent un objectif ou une série d'objectifs relativement bien déterminés, mais leur action va aboutir au résultat inverse à celui qu'ils recherchent. En Indochine, la France intervient pour conserver sa puissance mais, explique Raymond Aron, elle va finir par se trouver affaiblie (20). Les décideurs français veulent intervenir en Indochine pour préserver le potentiel économique qu'elle représente. Or, l'intervention et la guerre coûtent plus cher que l'indépendance (21). La France finit par récolter ce qu'elle voulait éviter : des pertes de ressources très importantes. L'intervention de la France en Algérie entraîne de même son lot d'effets pervers. En s'obstinant, en décrétant que l'indépendance est le « mal absolu, une défaite irrémédiable », les décideurs français rendent service à l'ennemi en renforçant son homogénéité. Ils provoquent l'unité d'une rébellion jusqu'alors disparate, « *les communistes, les nationalistes intransigeants (indépendance) et les nationalistes modérés qui acceptaient une méthode progressive et se contentaient parfois d'autonomie* » (22). La France intervient en Algérie pour maintenir sa présence et devient « *la cible n° 1 du nationalisme arabe* » (23).

Morgenthau a dénoncé les effets pervers de l'intervention américaine au Viêt-Nam. Une politique militaire idéologique comme celle que les États-Unis mettent en œuvre, explique-t-il, est « *non seulement inefficace mais également contre-productive. Car, comme elle traite tous les gouvernements communistes de la même manière, elle les force à agir de la même manière. C'est donc notre propre politique qui transforme la Chine d'une menace pour l'indépendance nationale des nations du Sud-Est asiatique en un protecteur de ces nations face à l'impérialisme blanc* » (24). Les pays d'Asie, propulsés au rang de bastions de la puissance militaire américaine, deviennent les cibles idéales de l'agression communiste. « *L'endiguement militaire à la périphérie, écrit Morgenthau, apparaît donc contre-productif* » (25). L'intervention anticom-

(20) Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations* (1<sup>re</sup> éd. 1962), Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 90.

(21) *Les Guerres en chaîne*, repris dans Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Presses-Pocket, 1983, pp. 413-414.

(22) Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., pp. 46-47.

(23) Raymond ARON, *Mémoires. Cinquante ans de réflexions politiques*, Paris, Presses-Pocket, 1983, pp. 498.

(24) Hans J. MORGENTHAU, « The Realities of Containment » (1<sup>re</sup> éd. 1964), dans *Vietnam and the United States*, op. cit., p. 48. À partir de 1955-56, Hans Morgenthau s'oppose à l'engagement américain au Viêt-Nam. Il publie ses analyses sur le conflit dans *Commentary*, *The Milwaukee Journal*, *The New Republic*, *The New York Times*, *The New Leader* and *The Washington Post*. Ces textes sont regroupés in Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, Washington DC, Public Affairs Press, 1965.

(25) Hans J. MORGENTHAU, « We Are Deluding Ourselves », in Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, op. cit., pp. 64-65.

muniste produit ce qu'elle entendait prévenir : l'exploitation de l'âge des révolutions par les communistes (26). Non seulement la politique des États-Unis produit des effets pervers, mais les moyens mis en œuvre ont les mêmes conséquences. Le bombardement du Nord-Viêt-Nam destiné à forcer les dirigeants d'Hanoi à la négociation « *va sans doute réussir à entraîner la Russie soviétique sur les champs de bataille du Sud-Est asiatique* » (27). Quand bien même les États-Unis obtiendraient un succès local, le risque d'effet pervers ne diminuerait pas. Une victoire locale face à une révolution particulière devra peut-être se payer par la perte d'un soutien ailleurs, « *et même par le renforcement des forces révolutionnaires à travers le monde* » (28).

Plusieurs réalistes ont aussi appliqués l'argument de l'effet pervers aux interventions promues par l'administration Reagan. Les interventions officiellement destinées à promouvoir la démocratie ont au bout du compte laissé dans leur sillage des dictatures (29). De même, les interventions destinées à établir la paix ont fréquemment provoqué ou aggravé les guerres (30). L'intervention des États-Unis et de la coalition dans le Golfe persique a entraîné nombre d'effets pervers. Elle a donné l'occasion à l'Iran d'émerger comme la puissance régionale dominante et l'Irak vaincu a été soumis à de puissantes tendances centrifuges qui ont favorisé la guerre civile (31). « *Les guerres, explique Christopher Layne, ont invariablement des conséquences inattendues pour les vainqueurs, en les laissant aux prises avec des troubles politiques non prévus (comme en Irak) et en créant des pressions pour prendre en charge de nouveaux engagements militaires (comme l'accroissement et la permanence de la présence militaire américaine dans le Golfe que projette Washington)* » (32). Les croisades idéalistes pour promouvoir la démocratie et l'économie de marché dans le monde ne sont une bonne nouvelle, ni pour le promoteur, ni pour les bénéficiaires supposés. « *Comme les exigences matérielles et intellectuelles que comporte une intervention efficace sont particulièrement élevées, de telles politiques peuvent facilement se révéler contre-productives* » (33).

(26) Hans J. MORGENTHAU, « To Intervene or not to Intervene », *Foreign Affairs* 43 (3), avril 1967, p. 434.

(27) Hans J. MORGENTHAU, « Russia, the US, and Vietnam », in Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, *op. cit.*, p. 76.

(28) Hans J. MORGENTHAU, « Globalism : the Moral Crusade » (1<sup>re</sup> éd. 1965), in Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, *op. cit.*, p. 88.

(29) Stephen VAN EVERA, « Why Europe Matters, Why the Third World Doesn't : American Grand Strategy After the Cold War », *The Journal of Strategic Studies*, 13 (2), juin 1990, pp. 18, 25-27; Stephen VAN EVERA, « The Case Against Intervention », *The Atlantic Monthly*, 266 (1), juillet 1990, pp. 72-80.

(30) Stephen VAN EVERA, *op. cit.*, p. 30.

(31) Christopher LAYNE, « Why the Gulf War Was Not in the National Interest », *The Atlantic Monthly*, 268 (1), juillet 1991, p. 67.

(32) Christopher LAYNE, *ibid.*, p. 68.

(33) Stephen D. KRASNER, « Realism, Imperialism, and Democracy », *Political Theory*, 20 (1), février 1992, p. 49.

Allusion à la thèse de l'effet pervers, plusieurs réalistes ont mis en garde les interventionnistes : « *la route de l'enfer est pavée de bonnes intentions* » (34). Tout en reconnaissant que les Etats-Unis devaient remplir leur promesse d'envoi de troupes en Bosnie, John Mearsheimer et Stephen Van Evera ont souligné qu'en l'état, les accords de Dayton étaient une source de dangereux effets pervers : « (...) *si les Etats-Unis ne prennent pas l'initiative de réformer l'accord de Dayton, ses défauts vont conduire à une nouvelle guerre, cette fois-ci avec des troupes américaines au milieu* » (35). En définitive, les interventions produisent des effets pervers : elles rendent catastrophiques des situations déjà mauvaises (36).

### *Inanité : les interventions sans effets*

Pour de nombreux réalistes, les interventions sont vaines pour une raison principale : les mécanismes qui mettent les relations internationales en mouvement sont presque toujours hors de portée des acteurs. Dès lors, toutes leurs tentatives maladroites pour altérer le cours d'événements qui, par définition, les dépassent sont affectées d'un vice essentiel, elles ne produisent aucun effet. L'agitation des décideurs est d'autant plus pathétique et embarrassante qu'elle révèle leur ignorance. Les réalistes, particulièrement les néo-réalistes, ne se font pas faute de souligner leur faiblesse intellectuelle. Ils ressemblent souvent aux princes et aux stratèges dépeints par Tolstoï dans *Guerre et Paix*, des aveugles qui guident d'autres aveugles en croyant affecter le cours des événements.

Les penseurs réalistes n'ont eu de cesse d'exposer l'inanité des interventions.

Au cours des années trente, Edward H. Carr est favorable à la politique d'apaisement. A ses yeux, Chamberlain est un bon exemple de décideur réaliste et les accords de Munich constituent la meilleure illustration d'une action réaliste dans la politique internationale. Une intervention destinée à éviter que la Tchécoslovaquie ne perde une partie de son territoire, puis son indépendance, aurait été inutile car les relations de pouvoir en Europe rendaient cette évolution inévitable (37). Il était donc préférable de parvenir à ce résultat autour de la table de négociation, plutôt qu'à la suite d'une

(34) Christopher LAYNE, « Congress Is MIA in Bosnia Debate », *Los Angeles Times*, 7 janvier 1996; Fareed ZAKARIA, « Is Realism Finished? », *The National Interest*, 30, hiver 1992-93, p. 32.

(35) John J. MEARSHEIMER, Stephen VAN EVERA, « When Peace Means War », *The New Republic*, 18 décembre 1995, p. 16.

(36) Kenneth N. WALTZ, « A Strategy for the Rapid Deployment Force », p. 558, in Robert J. ART, Kenneth N. WALTZ (dir.), *The Use of Force. Military Power and International Politics*, Lanham, University Press of America, 1988.

(37) E.H. CARR, *The Twenty Years' Crisis, 1919-1939. An Introduction to the Study of International Relations*, op. cit., p. 278.

guerre entre les grandes puissances ou une guerre entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie (38).

L'intervention française en Algérie et la guerre sont vaines, car la victoire militaire totale est impossible. « *La France*, écrit Raymond Aron en avril 1956, *ne peut pas se battre pour repousser définitivement l'indépendance algérienne, elle se bat pour l'accorder selon un style donné et à certains interlocuteurs plutôt qu'à d'autres. Si les Français refusent ce langage et ne consentent à se battre que pour maintenir leur domination (ce que je ne crois pas), alors mieux vaudrait encore la solution héroïque de l'abandon et du rapatriement qu'une guerre menée à contrecœur, sans résolution et sans chance de succès* » (39).

Pour Morgenthau, l'intervention américaine au Viêt-Nam est tout aussi vaine. Elle n'a aucune chance de succès puisqu'il existe des situations révolutionnaires partout dans le monde. D'ailleurs, les Soviétiques sont en train de tirer les mêmes leçons : intervenir est inutile. Après des efforts considérables, des dépenses formidables et des prises de risque importantes, « *les participants de cette compétition idéologique mondiale en sont toujours approximativement à leur point de départ* » (40). Ils ne parviennent pas à affecter les forces profondes à l'œuvre dans la politique internationale. Pour Morgenthau, la nécessité de l'intervention et les chances de succès sont toujours beaucoup plus limitées qu'on ne le pense. Il combine les thèses de la perversité et de l'inanité : « *Il est bien sûr vain d'attendre de notre tout dernier remède – l'expansion quantitative d'une telle armée (l'armée du Sud-Viêt-Nam) qui bénéficie déjà d'une supériorité de dix contre un face au Vietcong – peut avoir le moindre effet sur la situation politique et militaire sauf augmenter les chances du Vietcong d'acquérir des recrues additionnelles et des armes* » (41). Les gouvernements et sociétés fragiles sont exposés à la subversion communiste, qu'elle soit ou non orchestrée par la Chine, mais l'action militaire n'a pas d'effet sur une telle menace (42). Comme l'essor de la Chine en Asie est avant tout culturel et politique, « *il est vain de penser que l'on peut endiguer cette prédominance en défendant militairement le Sud-Viêt-Nam ou la Thaïlande* » (43). Le réalisme structurel pousse dans ses conséquences ultimes la

(38) Bruce M. RUSSETT, *No Clear and Present Danger. A Skeptical View of the US Entry Into World War II*, New York, Harper Torchbooks, 1972; Melvin SMALL, *Was War Necessary? National Security and US Entry Into War*, Beverly Hills, Sage, 1980, pp. 215-267; John MUELLER, « Pearl Harbor : Military Inconvenience, Political Disaster », *International Security*, 16 (3), Hiver 1991-92, pp. 194-203.

(39) Raymond ARON, *La Tragédie algérienne*, Paris, Plon, 1957, p. 36.

(40) Hans J. MORGENTHAU, « To Intervene or not to Intervene », *Foreign Affairs* 43 (3), avril 1967, p. 435.

(41) Hans J. MORGENTHAU, « The Realities of Containment » (1<sup>re</sup> éd. 1964), in *Vietnam and the United States*, op. cit., p. 44; Hans J. MORGENTHAU, « The Realities of Containment » (1<sup>re</sup> éd. 1964), in *Vietnam and the United States*, op. cit., p. 49.

(42) Hans J. MORGENTHAU, « War With China ? » (1<sup>re</sup> éd. 1965), Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, op. cit., p. 57.

(43) Hans J. MORGENTHAU, « War With China ? » (1<sup>re</sup> éd. 1965), in Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, op. cit., p. 63; Hans J. MORGENTHAU, « We Are Deluding Ourselves », in Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, op. cit., p. 62.

thèse de l'inanité. Les relations internationales sont assez fortement structurées et fonctionnent selon des principes très généraux, presque des lois immanentes, que les actions humaines ne peuvent pas altérer. Kenneth Waltz a montré l'inanité de la guerre du Viêt-Nam (44). En terme de politique globale, rien n'était en jeu et les conséquences internationales du Viêt-Nam étaient insignifiantes. Une politique extérieure peut avoir des résultats positifs ou négatifs, mais ces résultats n'ont pas d'impact sur une grande puissance. Dès lors, intervenir est une option destinée à ne produire aucun effet dans un sens ou dans un autre.

Plusieurs réalistes ont critiqué la politique extérieure de Ronald Reagan et particulièrement son interventionnisme dans les pays du Tiers Monde en utilisant la thèse de l'inanité (45). Rien de ce qui se passe dans le Tiers Monde ne peut altérer l'équilibre global de la puissance. Pour cette raison, une intervention ne peut être que d'une inanité absolue : quand bien même elle réussirait, elle n'aura aucun effet sur l'équilibre mondial de la puissance et donc sur la sécurité des Etats-Unis (46). Non seulement, une intervention dans un pays du Tiers Monde ne produit aucun effet sur la sécurité du pays développé qui intervient, mais le but parfois affiché d'établir la démocratie est, lui aussi, voué à l'échec. L'intervention est vaine car même si elle réussit militairement elle n'aura aucun effet sur le régime politique de la société visée (47).

Aux yeux de certains réalistes, la guerre du Golfe était tout aussi inutile. Alors que les Etats-Unis pouvaient sans difficulté dissuader l'Irak d'envahir d'autres pays, alors que le monde pouvait se passer du pétrole de l'Irak et du Koweït, l'option de la guerre a été finalement retenue. La crainte d'une hypothétique menace future, le contrôle par l'Irak d'importantes réserves pétrolières, a conduit les Etats-Unis à entreprendre une inutile guerre préventive. « *Etait-il plausible de dire que nous avons besoin de combattre un pays de moins de 19 millions d'habitants pour contrôler le futur ?* » (48) D'ailleurs l'intervention de la coalition n'a eu que des effets limités : l'Irak est destinée à redevenir une puissance régionale, le Moyen-Orient est tout aussi belliqueux et soumis aux dictatures et aux injustices (49). A aucun moment l'intervention dans le Golfe n'a pu avoir le moindre espoir d'amener la paix et la stabilité dans la région.

(44) Kenneth N. WALTZ, *Theory of International Politics*, op. cit., pp. 189-191.

(45) Barry R. POSEN et Stephen W. VAN EVERA, « Overarming and Underwhelming », *Foreign Policy*, 40, automne 1980, pp. 99-118.

(46) Stephen VAN EVERA, « Why Europe Matters, Why the Third World Doesn't : American Grand Strategy After the Cold War », *The Journal of Strategic Studies*, 13 (2), juin 1990, pp. 18, 25.

(47) Stephen VAN EVERA, « Why Europe Matters, Why the Third World Doesn't : American Grand Strategy After the Cold War », op. cit., p. 25.

(48) Kenneth WALTZ, « Response to Scott Sagan », p. 104, in Scott SAGAN et Kenneth WALTZ, *The Spread of Nuclear Weapons*, New York, Norton, 1995.

(49) Christopher LAYNE, « Why the Gulf War Was Not in the National Interest », *The Atlantic Monthly*, 268 (1), juillet 1991, p. 66.

Reprenant partiellement la thèse de l'inanité, George Kennan a expliqué qu'une intervention en Bosnie, destinée à occuper la région afin que les acteurs deviennent raisonnables et s'efforcent de résoudre leurs problèmes en bon ordre serait une entreprise vaine (50). Une telle action pourrait se révéler utile dans le court terme (même cela n'est pas certain, précise-t-il), mais elle demeure une improvisation temporaire. « *Dans le long terme, aucune région ne peut résoudre les problèmes d'une autre région* » (51). Toutefois, Kennan reconnaît que la force, un usage minimal de la force, et la capacité à la mettre immédiatement en œuvre faute de mieux sera nécessaire pour reconstituer la région (52). L'inanité de l'intervention en Bosnie vient aussi du fait qu'il existe des crises et des guerres ethniques partout, pourquoi dans ces conditions intervenir ici plutôt que là (53)? John Mearsheimer et Stephen Van Evera ont aussi souligné que le déploiement de l'IFOR pourrait bien être vain puisque les combats risquent de reprendre dès que les troupes occidentales quitteront la région (54). L'intervention n'aura servi à rien.

Avec des nuances, Barry Posen a également repris la thèse de l'inanité dans son analyse de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. En montrant le rôle du dilemme de la sécurité dans le déclenchement et la conduite du conflit, il explique que les puissances qui veulent intervenir doivent d'abord évaluer les visions stratégiques des groupes locaux. Il s'agit de savoir quels groupes craignent pour leur sécurité et pourquoi, de connaître les options militaires qu'ils peuvent mettre en œuvre. Mais comme le système politique international demeure un environnement anarchique où ces groupes ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité, « *il sera difficile d'agir en fonction de ces calculs* » (55). Les forces qui structurent les relations internationales rendent les interventions extrêmement difficiles. La brutalité de ces guerres est telle que les puissances extérieures à la région seront tentées d'intervenir. Mais les efforts de paix resteront vains s'ils ne parviennent pas à apaiser les craintes qui ont été les déclencheurs. Pour cela, il faudra la volonté d'engager des troupes nombreuses et un équipement considérable pour de longues périodes (56).

Posen préfère le recours à différents types de menaces (dont il reconnaît que certaines risquent de manquer de crédibilité) et, sans illusion particulière, juge que dans certains cas, la fourniture de ressources matérielles y

(50) George F. KENNAN, « The Balkan Crises : 1913 and 1993 », in *The Other Balkan Wars. A 1913 Carnegie Endowment Inquiry in Retrospect with a New Introduction and Reflections on the Present Conflict by George F. Kennan*, Washington DC, A Carnegie Endowment Book, 1993, p. 14.

(51) *Ibid.*, p. 14.

(52) George F. KENNAN, *op. cit.*, p. 16.

(53) Fared ZAKARIA, « Is Realism Finished? », *The National Interest*, 30, hiver 1992-93, p. 32.

(54) John J. MEARSHEIMER/Stephen VAN EVERA, « When Peace Means War », *The New Republic*, 18 décembre 1995, p. 18.

(55) Barry R. POSEN, « The Security Dilemma and Ethnic Conflict », *Survival*, 35 (1), printemps 1993, p. 43.

(56) Barry R. POSEN, *op. cit.*, p. 45.

compris des armes aiderait les groupes belligérants à se protéger (57). Lorsqu'il a évoqué les missions humanitaires au Kurdistan, au Rwanda, en Somalie et en Haïti, dont la Bosnie est une excroissance, il a souligné les coûts politiques, militaires et financiers. Tant qu'il s'agit d'une opération limitée visant à pourvoir des vivres, il n'a pas de critique particulière à formuler. Mais reconstituer une société et un Etat lui semblent des objectifs excessifs et hasardeux (58). Les aspects des accords de Dayton qui appellent à une reconstitution d'une Bosnie-Herzégovine unie, à la transformation des structures politiques internes, au retour des réfugiés là où ils résidaient avant les hostilités sont dangereux. Pour décrire ce piège, Barry Posen mêle d'un seul tenant les trois thèses de la rhétorique réactionnaire : cette entreprise lui paraît « *non seulement coûteuse [mise en péril], mais également impraticable [inanité], et capable de déclencher une nouvelle vague de combats [perversité]* » (59).

### ***Mise en péril : les coûts exorbitants des interventions***

L'intervention peut être souhaitable, mais elle comporte des coûts tels qu'il est presque toujours préférable de l'éviter. Tous les penseurs réalistes ont eu recours à la thèse de la mise en péril. Les interventions et les politiques extérieures inconsidérées ont un coût excessif et finissent par détruire l'économie des Etats, qui est précisément la base de leur puissance.

En intervenant en Indochine, explique Raymond Aron, la France affaiblit la défense de son propre territoire et gaspille ses ressources (60). Quelle que soit son importance intrinsèque, l'intervention finit par ruiner des facteurs essentiels de la puissance. Plus grave encore, l'intervention à l'extérieur détruit la cohésion à l'intérieur. Elle « *ajoute aux conflits qui déchirent la nation* » (61). L'intervention en Algérie est également condamnable parce qu'elle met en péril de précieux acquis. « *Tout le monde est d'accord, écrit Raymond Aron : la guerre d'Algérie met en péril ce qui subsiste de communauté française* » (62). La destruction de l'économie française est également l'un des arguments clefs de l'opposition de Raymond Aron à l'intervention française en Algérie. L'intervention et la guerre constituent une charge pour la métropole, une menace pour les équilibres financiers et économiques (63). La mise en échec des rebelles, pas même la victoire qui, elle, est hors d'atteinte, ne peut s'obtenir que « *si les gouvernants sont prêts à dépenser des cen-*

(57) POSEN, *op. cit.*, p. 44.

(58) Barry R. POSEN, « Developing a National Strategy in an Era of 'Invitational Crises' », *The Chronicle of Higher Education*, 19 janvier 1996.

(59) *Ibid.*

(60) Raymond ARON, *Les Guerres en chaîne, op. cit.*, pp. 413-414.

(61) Raymond ARON, « La tragédie d'Indochine », *Le Figaro*, 3 décembre 1953, p. 1115, in Raymond ARON, *La Guerre froide (juin 1947 à mai 1955). Les articles de politique internationale dans Le Figaro de 1947 à 1977*, Paris, Editions de Fallois, 1990.

(62) Raymond ARON, *La Tragédie algérienne, op. cit.*, p. 34.

(63) Raymond ARON, *La Tragédie algérienne, op. cit.*, pp. 34, 40-56.

*taines de milliards de francs par an aussi longtemps qu'il le faut, si l'armée trouve conforme à l'exercice normal du métier des armes la chasse aux partisans, si l'opinion métropolitaine s'accommode de ce conflit prolongé et consent aux sacrifices nécessaires (...)* » (64). Détruire l'économie, abaisser l'armée, diviser l'opinion : l'intervention comporte des coûts disproportionnés.

L'intervention au Viêt-Nam compromet de la même manière l'équilibre interne des Etats-Unis. Parmi les dangers de cette aventure, le moindre n'est pas « *le risque pour nous-même, pour notre identité, pour notre mission dans le monde, pour notre existence même en tant que grande nation* » (65). L'intervention au Viêt-Nam détruit l'image que les Américains se font d'eux-mêmes (66). En intervenant et en restant impliqué dans la guerre du Viêt-Nam les Américains mettent en péril les réussites de leur société. Alors que les Américains perçoivent leur pays comme un modèle pour l'humanité, que l'héritage sacré des Pères Fondateurs continue à avoir valeur universelle, l'intervention militaire détruit cet acquis (67). Une telle action jette l'opprobre sur la tradition militaire : « *Cam Ne et Chau Son ne sont pas dans la succession de Lexington et Concord et des autres grandes batailles de l'histoire américaine; elles font mentir cette tradition* » (68). En dehors de ces menaces, les interventions constituent un insupportable fardeau sur le plan économique. Les ressources des nations, même des nations les plus puissantes sont limitées. Elles peuvent être suffisantes pour quelques conflits, mais elles sont condamnées à rester en deçà des engagements souvent illimités que promettent les décideurs (69).

Lorsqu'ils ont contesté la pertinence de la politique militaire mise en œuvre par Ronald Reagan, les réalistes ont souligné que le coût économique de forces militaires conçues pour les interventions constituait un fardeau inacceptable. Les interventions, et plus généralement les efforts pour se doter de moyens d'intervention, ont un coût économique disproportionné par rapport aux gains espérés (70). Les interventions prônées par l'administration Reagan en Amérique latine vont finir par causer la banqueroute de l'économie américaine (71). En augmentant les risques d'inflation, le déficit fédéral met en danger le niveau de vie des populations. Combinant les thèses de l'inanité et de la mise en péril, Christopher Layne note que de telles

(64) Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations* (1<sup>re</sup> éd. 1962), *op. cit.*, p. 47.

(65) Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, *op. cit.*, p. 19.

(66) Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, *op. cit.*, p. 19; Hans J. MORGENTHAU, « Another Korea? », in Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, *op. cit.*, p. 36.

(67) Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, *op. cit.*, p. 20.

(68) Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, *op. cit.*, p. 20.

(69) Hans J. MORGENTHAU, « Globalism : the Moral Crusade », (1<sup>re</sup> éd. 1965), in Hans J. MORGENTHAU, *Vietnam and the United States*, *op. cit.*, p. 87.

(70) Barry R. POSEN et Stephen W. VAN EVERA, « Overarming and Underwhelming », *Foreign Policy*, 40, automne 1980, p. 118; Barry R. POSEN et Stephen W. VAN EVERA, « Reagan Administration Defense Policy : Departure from Containment », *International Security*, 8 (1), 1983; Christopher LAYNE, « The Real Conservative Agenda », *Foreign Policy*, 61, hiver 1985-86, pp. 79-83.

(71) Christopher LAYNE, « The Real Conservative Agenda », *Foreign Policy*, 61, hiver 1985-86, p. 78.



interventions se révéleront « coûteuses et, au bout du compte, vaines » (72). Les interventions sont donc presque toujours le meilleur moyen de gaspiller inutilement des vies humaines et des ressources économiques (73). Même pour les causes les plus admirables, elles sont coûteuses et l'engagement des Etats-Unis devrait être minimal.

D'autres réalistes ont avancé la thèse de la mise en péril à propos de la Bosnie. Accepter de suivre les principes de l'internationalisme interventionniste et les appels à l'intervention dans l'ex-Yougoslavie revient à accepter un fardeau permanent et destructeur (74). L'érosion de l'économie sera d'autant plus probable qu'il n'y aura pas de limite à l'interventionnisme. Après la Bosnie, viendra le tour du Kosovo, de la Macédoine, des Etats baltes et de l'Ukraine. John Mearsheimer et Robert Pape constituent une exception partielle à la réaction d'ensemble des réalistes. Ils prônaient une partition claire de la Bosnie en trois Etats ethniquement homogènes. Devant la probable résistance des Serbes à ce scénario, ils se déclaraient favorables à une intense intervention des puissances occidentales. Les armées de l'air occidentales assureraient la couverture aérienne, tandis que les musulmans de Bosnie mèneraient l'offensive terrestre. Ces forces seraient équipées et entraînées par les Etats-Unis et les pays d'Europe pendant deux ans avant d'acquérir une capacité offensive suffisante. Ils évoquent cependant les thèses de la rhétorique réactionnaire notamment dans leur critique de la mise en œuvre du plan Vance-Owen qui aurait été à la fois trop coûteuse et vaine (75). Même si la position de Mearsheimer et Pape est nuancée et s'ils évitent de se laisser emprisonner par les contraintes de la rhétorique réactionnaire, ils parviennent à ce résultat en soutenant une position que les réalistes ont souvent critiquée par le passé. Leur conseil d'envoi de quelques centaines de conseillers militaires pour former les forces musulmanes, l'importance qu'ils accordent aux bombardement aériens et leur volonté de parvenir à affecter la volonté de résistance des Serbes ressemblent à ce que nombre de réalistes ont condamné dans la politique américaine vis-à-vis du Viêt-Nam.

#### CONCLUSION : APPORTS ET LIMITES DU RÉALISME

L'intérêt, la richesse et, souvent, la lucidité qui accompagnent le paradigme réaliste dans l'analyse des phénomènes internationaux ne sont pas en

(72) Christopher LAYNE, « The Real Conservative Agenda », *op. cit.*, p. 88.

(73) Stephen D. KRASNER, « Realism, Imperialism, and Democracy », *op. cit.*, p. 44.

(74) Christopher LAYNE, Benjamin SCHWARZ, « American Hegemony Without an Enemy », *Foreign Policy*, 92, automne 1993, p. 15. Voir également, Christopher LAYNE, « For US, a Bosnian Trap », *The Boston Globe*, 17 février 1995; Christopher LAYNE, « Congress Is MIA in Bosnia Debate », *Los Angeles Times*, 7 janvier 1996.

(75) John J. MEARSHEIMER, Robert A. PAPE, « The Answer », *The New Republic*, 208 (23), 14 juin 1993, pp. 22-23.

cause. La présente analyse met au jour une zone aveugle de nombre de penseurs réalistes. La représentation du monde et les raisonnements qui montrent, avec parfois une remarquable prescience, les dangers des guerres coloniales et, par exemple, l'inanité de l'intervention américaine au Viêt-Nam (Morgenthau), peuvent amener aussi à conclure que la conférence de Munich était un moindre mal et qu'une intervention contre l'Allemagne nazie aurait été également inutile (Carr). Les réalistes opposent en général deux arguments à ceux qui soulignent leur réticence face aux interventions. Ils rappellent d'abord qu'ils ne conseillent (ou déconseillent) *a priori* aucune politique de sécurité spécifique. Le réalisme, expliquent-ils, fournit des variables essentielles (l'intérêt, la distribution de la puissance, l'équilibre), et attire l'attention sur des mécanismes importants (le dilemme de la sécurité, la quête de gains relatifs). Mais un Etat particulier dans un contexte historique spécifique n'aura ni le même intérêt national, ni les mêmes relations de pouvoir avec ses voisins. Aucun réaliste, expliquent-ils, ne proscrit le recours à la force. Tous disent distinguer soigneusement entre l'assistance économique, l'influence politique pour promouvoir la démocratie et le développement économique des actions militaires limitées et secrètes et les interventions militaires sur une grande échelle.

Les réalistes soulignent aussi – c'est leur deuxième contre-argument – qu'il est vain de dire que le paradigme réaliste est opposé aux interventions, tout simplement parce qu'il n'a pas de réelle homogénéité. Les réalistes développent des conceptions variées du fonctionnement de la politique internationale et donnent des conseils diversifiés aux décideurs. Puisqu'il est difficile de mesurer la puissance, d'évaluer la configuration des forces, de comprendre les évolutions internationales, il n'est pas surprenant que les réalistes soient fréquemment en désaccord les uns avec les autres. Par exemple, les réalistes classiques, E.H. Carr, Hans Morgenthau, Raymond Aron, soulignent que les structures internes des Etats peuvent les conduire à réagir différemment aux opportunités du système international. Les réalistes structuralistes (ou néoréalistes), comme Kenneth Waltz, au contraire, accordent un primat au système international, notamment à la distribution de la puissance. Le réalisme n'est donc pas un monolithe.

Pour ce qui concerne les interventions, nous avons montré que ces deux arguments étaient en partie infirmés empiriquement. Il ne s'agit pas de nier que les décisions d'intervenir ou pas devraient être fondées sur la combinaison subtile de grands principes théoriques et d'évaluation empiriques menées au cas par cas ou que, sur le plan théorique, les interventions ne sont pas incompatibles avec le réalisme. Mais, dans l'ensemble, les réalistes ont été sur ce point plus unanimes que l'on pouvait s'y attendre. Les distinctions entre différents types de réalisme sont peut-être utiles pour certains objectifs, mais – c'est en tout cas la thèse ici défendue – pas pour comprendre les réactions des réalistes aux interventions. Plutôt que de

savoir si l'on peut dans l'abstrait déduire des postulats réalistes qu'une intervention est nécessaire, on gagne à examiner les raisonnements et les arguments effectivement avancés par les penseurs réalistes au moment où la question des interventions s'est posée. Dès lors, ce qui frappe ce n'est pas la variété, mais la constance de leur position et la fréquence de leur recours aux mêmes arguments alors que les acteurs concernés et les systèmes internationaux étaient hétérogènes. Il reste que ce premier travail en appelle bien d'autres sur la fabrication de ce cadre interprétatif, sur l'influence d'autres arguments ainsi que sur les affrontements politiques qui permettent à certains argumentaires d'en supplanter d'autres.